

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 22 juillet 2020

Délibération n° : 18-2020

Objet : Avenant à l'annexe au Plan de formation mutualisé

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 22 ter ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique Territoriale ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, et notamment son article 44 ;

Vu le Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale

Vu le Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'arrêté ministériel 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 03 juillet 2006.

Vu la délibération 25-2019 du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon adoptant le Plan de formation mutualisé du territoire du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre et son annexe ;

Vu l'avis du comité technique en date du 18 février 2020 ;

Considérant la loi n°84-594 du 12 juillet 1984, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, qui érige en principe le droit la formation, décentralise la formation sur une base régionale et responsabilise les élus et leurs agents pour la conduite d'une politique de formation, par l'élaboration de plans de formation.

Considérant que le plan de formation, dont le caractère est obligatoire (rappel dans la loi du 19 février 2007 et dans la circulaire du 16 avril 2007), organise le programme des actions de formation orienté vers l'activité professionnelle et le déroulement de carrière des agents (statutaires et contractuels) au sein de leur collectivité ainsi que vers les besoins des services (il peut porter sur une ou plusieurs années et doit mentionner les actions de formation à caractère obligatoire et facultatif).

Considérant qu'afin de se conformer au cadre réglementaire fixé par le législateur, le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon a adhéré au plan de formation mutualisé du territoire du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre ci-annexé.

Il y a aujourd'hui lieu d'actualiser les montants de prise en charge des frais de restauration et des frais d'hébergement par un avenant ci-annexé ;

Cet avenant est soumis à l'avis préalable du CT et transmis à la délégation compétente du CNFPT.

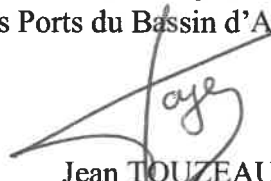
Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 22 juillet 2020 décide :

- De valider l'avenant à l'annexe par lequel il modifie les modalités de prise en charge et de remboursement ;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à l'application de cette délibération ;

Fait et délibéré à Audenge, le 22 juillet 2020.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.